

Autour du concept de travail vivant : une lecture du *Trou noir du capitalisme* de Jean-Marie Harribey

vendredi 26 juin 2020, par Thomas Coutrot

Comme beaucoup d'autres essais parus en février et mars 2020, le livre de Jean-Marie Harribey [1] aurait pu tomber dans le trou noir de la pandémie. Cet événement qui bouleverse tout aurait pu déprécier immédiatement un ouvrage d'économie politique rédigé dans son ignorance. Il n'en est rien, il suffit pour s'en convaincre d'évoquer la « rêverie autour d'un nouveau principe constitutionnel » qui inaugure la deuxième partie, propositionnelle, de l'ouvrage : « tous les services répondant à des besoins fondamentaux sont déclarés inaliénables et mis hors marché afin d'en permettre l'accès à tous les citoyens : éducation, culture, santé, eau, énergie, logement social, transports collectifs... ».

Le 12 mars 2020, même le président de la République, grand privatiseur devant l'Éternel, a dû faire mine de le reconnaître : « ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché ». Aucune naïveté n'est de mise, bien sûr, face à une conversion aussi tardive que mensongère, mais elle en dit long sur le discrédit qui frappe le néolibéralisme. Et il est peu probable qu'on assiste cette fois-ci, comme après 2008, à une simple stabilisation du système après quelques réformes cosmétiques. Le plus probable est que les dominants tenteront de combiner une relocalisation très partielle dans quelques secteurs stratégiques, une touche de *greenwashing* et d'économie verte, une biopolitique de surveillance numérique et policière et une répression accrue contre les mouvements de contestation. Car la voie d'un capitalisme vert à visage humain est bouchée, comme l'indique fort justement Jean-Marie Harribey : « la dynamique de l'accumulation du capital est dirigée par le profit à court terme, alors que la temporalité des évolutions naturelles relève du très long terme. Il y a là une incompatibilité de fond entre capitalisme et écologie » (p. 69).

Reprenant l'analyse fondatrice de Karl Polanyi dans *La Grande Transformation* (1944), Harribey montre comment la conversion inlassablement promue par le néolibéralisme, du travail, de la terre et de la monnaie en marchandises, porte une lourde menace de destruction de la société et d'altération de la biosphère. Il en déduit fort logiquement la nécessité de réhabiliter le travail, d'instituer les communs et de socialiser la monnaie. En bref, l'auteur propose d'instaurer un contrôle social d'un nouveau type sur la production, l'État et le crédit, en s'appuyant judicieusement sur le concept du commun, sur lequel il avance des éclaircissements utiles.

« Le trou noir du capitalisme » actualise et précise les analyses

originales qui portent la marque de Jean-Marie Harribey : pour n'en citer que quelques-unes, sa compréhension du travail des fonctionnaires comme un travail productif pré-validé par le paiement de l'impôt ; son insistance judicieuse sur la différence trop souvent ignorée entre richesse et valeur ; sa critique éclairante du revenu d'existence dont les promoteurs ignorent la nécessaire validation sociale du travail humain ; son rejet des thèses de la « fin du travail », souvent appuyées sur un passage malencontreux et contradictoire des *Grundrisse* de Marx ; sa distinction sagace entre capitalisme et marché et son analyse nuancée des rôles respectifs du marché et de la planification dans une société post-capitaliste (impliquant le rejet des utopies technophiles qui confient la planification détaillée de l'économie à des superordinateurs)...

Pour les besoins de la discussion, je me penche ici sur un concept – celui de travail vivant – auquel Harribey voudrait donner – si je ne me trompe pas – une signification nouvelle et une importance inédite dans sa réflexion, sans toutefois y parvenir à mon avis, faute d'avoir identifié le véritable enjeu politique de ce concept.

Jusqu'alors, Harribey, à la suite de Marx, désignait par « travail vivant » le déploiement de la force de travail dans le processus de valorisation du capital (le « travail mort »). Le travail était dit « vivant » parce qu'il résultait de la « dépense productive du cerveau, des muscles, des nerfs, de la main de l'homme » (Marx), et visait à en reproduire les conditions d'existence, la vie. Désormais Harribey – citant Christophe Dejours – ajoute un deuxième sens : le travail est « vivant » aussi parce qu'il est « vital pour se produire soi-même au sein d'un collectif social et culturel » (p. 168), ou, dit autrement, « parce qu'il contribue à la construction des identités individuelles et à celle, au plan collectif, du lien social lui-même » (p. 187).

Harribey cite alors Christophe Dejours (et l'un de ses inspirateurs, le philosophe Michel Henry et son concept de « corps-proprieté ») pour qui « c'est le corps tout entier qui est impliqué dans la familiarisation avec le réel, sans laquelle l'intuition des solutions pour surmonter le réel ne peut tout simplement pas se former ». Cette thèse surmonte le dualisme entre « corps » et « esprit » en montrant comment « le corps tout entier, et non le seul cerveau, est le siège de l'intelligence et de l'habileté au travail » [2], par exemple lorsque l'ouvrier, pour anticiper les pannes, doit « faire corps avec la machine ».

Ce point est intéressant, mais peut-être pas le plus important du point de vue de l'émancipation. Harribey ne l'évoque pas, mais l'une des idées-forces de la psychodynamique du travail, et d'ailleurs plus généralement des approches fondées sur l'ergonomie, c'est la différence irréductible entre « travail prescrit » et « travail réel ». Christophe Dejours l'énonce ainsi : « travailler, c'est combler l'écart entre le prescrit et l'effectif. Or, ce qu'il faut mettre en œuvre pour combler cet écart ne peut pas être prévu à l'avance. Le chemin à parcourir entre le prescrit et l'effectif doit à chaque fois être inventé ou découvert par le sujet qui travaille » [3].

« Inventé ou découvert par le sujet qui travaille » (et souvent par son corps autant que par son esprit) : voilà le point décisif si l'on veut comprendre l'importance politique du travail vivant. Car alors, le rapport entre travail vivant et travail mort peut s'inverser : le producteur n'est plus « un simple appendice de la machine », comme le disaient Marx et Engels dans le Manifeste communiste, mais doit accepter de prodiguer son inventivité, son intelligence, sa sensibilité pour résoudre les problèmes

imprévus par le capitaliste.

Personne n'a mieux théorisé ce point capital (c'est le cas de le dire...) que Castoriadis, dès 1959 : « le capitalisme est bâti sur une contradiction intrinsèque – une contradiction vraie, au sens littéral du terme. L'organisation capitaliste de la société est contradictoire au sens rigoureux où un individu névrosé l'est : elle ne peut tenter de réaliser ses intentions que par des actes qui les contrarient constamment. Pour se situer au niveau fondamental, celui de la production : le système capitaliste ne peut vivre qu'en essayant continuellement de réduire les salariés en purs exécutants - et il ne peut fonctionner que dans la mesure où cette réduction ne se réalise pas ; le capitalisme est obligé de solliciter constamment la participation des salariés au processus de production, participation qu'il tend par ailleurs lui-même à rendre impossible » [4].

C'est cette contradiction, sa fécondité politique mais aussi son invisibilité aux yeux de la gauche, que j'ai essayé de détailler dans un ouvrage récent [5], favorablement cité par Jean-Marie Harribey mais dont la thèse principale semble elle aussi tombée dans « Le trou noir du capitalisme ». Le travail vivant, au sens de l'indispensable contribution créative des travailleuses et des travailleurs à leur propre exploitation, et donc du pouvoir social que pourrait leur conférer cette prérogative, est à mon sens une des clés d'une stratégie d'émancipation anticapitaliste et antiproductiviste. On en a un exemple d'actualité, avec la résistance des personnels hospitaliers au retour de la dictature du travail mort, ce *reporting* permanent et ces procédures bureaucratiques dont ils et elles ont pu s'affranchir pendant l'épidémie pour enfin pouvoir bien travailler.

Notes

[1] Jean-Marie Harribey, *Le trou noir du capitalisme. Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2020.

[2] Christophe Dejours, *Travail vivant, Travail et émancipation*, Paris, Payot, 2016, tome 2 : p. 23.

[3] *Ibid.*, p. 21.

[4] Cornelius Castoriadis, *L'expérience du mouvement ouvrier, Proletariat et organisation*, Vol. 2, Paris, Éd. 10 / 18, 1979.

[5] Thomas Coutrot, *Libérer le travail, Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Paris, Seuil, 2018.